



# Assemblée générale

Cinquante-huitième session

## Première Commission

### 18<sup>e</sup> séance

Mercredi 29 octobre 2003, à 10 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Sareva ..... (Finlande)

La séance est ouverte à 10 h 15

#### Points 62 à 80 de l'ordre du jour (suite)

#### Décision sur tous les projets de résolution et de décision soumis au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va continuer de se prononcer sur les projets de résolution figurant dans le document de travail n°3 qui a été distribué à la dernière séance de la Commission. Nous commencerons par le groupe 6, « Mesures de confiance, y compris la transparence dans le domaine des armements ».

Lorsque la Commission se sera prononcée sur le projet de décision A/C.1/58/L.48, appartenant au groupe 6, elle se prononcera sur le projet de résolution appartenant au groupe 7, intitulé « Mécanismes du désarmement », c'est-à-dire les projets de résolution A/C.1/58/L.7, A/C.1/58/L.20 et A/C.1/58/L.21, suivis par les projets de résolution A/C.1/58/L.3, A/C.1/58/L.24, le projet de décision A/C.1/58/L.29, les projets de résolution A/C.1/58/L.33 et A/C.1/58/L.35 appartenant groupe 8, le projet de décision A/C.1/58/L.17 appartenant au groupe 9, puis le projet de décision A/C.1/58/L.30 et le projet de résolution A/C.1/58/L.42 appartenant au groupe 10.

Avant que la Commission ne se prononce sur le projet de résolution relevant du groupe 6, « Mesures de

confiance, y compris la transparence dans le domaine des armements » et figurant dans le document de travail N°3, je donne la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration générale autre qu'une explication de vote ou présenter un projet de résolution révisé.

**M. Heinsberg** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Ma déclaration porte sur le projet de résolution A/C.1/58/L.48, intitulé « La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification ».

L'Allemagne attache la plus grande importance à la décision que nous sommes sur le point de prendre. Cette décision porte en effet sur un aspect essentiel de la question du respect des traités multilatéraux existants. La Commission doit s'employer à renforcer les régimes de vérification existants afin de faciliter la détection des violations graves. Ainsi, nous devons mettre particulièrement l'accent sur les inspections non périodiques afin de répondre efficacement et rapidement aux préoccupations concernant le non-respect et de s'assurer qu'aucune activité illicite ne se déroule autour des installations non déclarées. Ces inspections doivent être considérées comme relevant du droit et d'une pratique régulière. Nous préconisons également l'examen des régimes de vérification existants afin de repérer tout écart et, si nécessaire, de promouvoir la création d'instruments de vérification supplémentaires.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

Enfin, nous appuyons le maintien des activités de la Commission de surveillance, de vérification et d'inspection des Nations Unies pour renforcer la compétence technique du Conseil de sécurité, arbitre suprême en ce qui concerne les questions de non-respect et le défi posé par la prolifération.

Nous attendons avec intérêt un débat de fond sur ces questions et d'autres à la prochaine session de la Première Commission.

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de décision A/C.1/58/L.48, intitulé « La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification ».

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission va se prononcer sur le projet de décision A/C.1/58/L.48, intitulé « La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification ». Ce projet de décision a été présenté par le représentant du Canada à la 14<sup>e</sup> séance de la Commission, le 23 octobre 2003.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de décision ont exprimé le souhait de voir ce texte adopté par la Commission sans être mis aux voix. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission entend répondre à ce souhait.

*Le projet de décision A/C.1/58/L.48 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur les trois projets de résolution appartenant au groupe 7, « Mécanismes de désarmement ». Il s'agit des projets de résolution A/C.1/58/L.7, A/C.1/58/L.20 et A/C.1/58/L.21. Nous allons suivre la procédure mise en place lundi.

Nous allons d'abord entendre les délégations qui souhaitent faire une déclaration générale autre qu'une explication de vote ou de décision.

Je donne la parole au représentant de l'Italie qui va s'exprimer au nom de l'Union européenne.

**M. Trezza** (Italie) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de prendre la parole au nom de l'Union européenne sur le projet de résolution A/C.1/58/L.20,

« Rapport de la Commission du désarmement ». Les pays entrants, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie s'alignent sur cette déclaration. Les pays associés, Bulgarie, Roumanie et Turquie, ainsi que les pays de l'Association européenne de libre échange, Norvège et Islande, membres de l'Espace économique européen, s'alignent également sur cette déclaration.

L'Union européenne accorde une grande importance aux travaux de la Commission du désarmement. Il s'agit d'un organe délibérant dont le rôle est de favoriser un dialogue multilatéral fructueux dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. L'incapacité de cette instance à réaliser des progrès cette année, après trois ans consacrés à l'examen des deux points inscrits à son ordre du jour, a été particulièrement décevante. La réunion d'organisation qui doit se tenir le mois prochain verra le début de discussions sur les questions qui seront à l'examen pour la période 2004-2007. À notre avis, la Commission du désarmement devrait adopter une approche plus constructive et plus réaliste durant la prochaine étape de ses travaux.

L'Union européenne tient à réaffirmer son souhait de voir les travaux de la Commission du désarmement déboucher sur un résultat fructueux et espère que tous les efforts seront faits pour promouvoir des recommandations concrètes et utiles. C'est pourquoi l'Union européenne appuie le projet de résolution A/C.1/58/L.20.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission va se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.7, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes ». Le projet de résolution a été présenté par le représentant du Costa Rica, au nom des États Membres des Nations Unies qui sont membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, à la 14<sup>e</sup> séance de la Commission, le 23 octobre.

À cet égard, j'attire l'attention des délégations sur les incidences sur le budget-programme de ce projet de résolution, telles qu'elles figurent dans le document A/C.1/58/L.55.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait de voir ce texte adopté par la Commission sans être mis aux voix. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission entend répondre à ce souhait.

*Le projet de résolution A/C.1/58/L.7 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.20.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission va se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.20, intitulé « Rapport de la Commission du désarmement ». Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Népal à la 15<sup>e</sup> séance de la Commission, le 24 octobre 2003.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait de voir ce texte adopté par la Commission sans être mis aux voix. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite répondre à ce souhait.

*Le projet de résolution A/C.1/58/L.20 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.21.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission va se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.21, intitulé « Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique ». Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Népal à la 14<sup>e</sup> séance de la Commission, le 23 octobre 2003, avec les révisions orales suivantes.

Au cinquième alinéa du préambule, les mots « à Samarcande (République d'Ouzbékistan) du 25 au 28 septembre 2002 » devraient être insérés avant les mots « sur l'île de Jeju ».

La liste des auteurs du projet de résolution figure dans les documents A/C.1/58/L.21 et A/C.1/58/INF/2. En outre, Samoa s'est également porté coauteur du projet de résolution.

Je voudrais attirer l'attention de la Commission sur les incidences sur le budget-programme de ce projet de résolution, telles qu'elles figurent dans le document A/C.1/58/L.57.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait de voir ce texte adopté par la Commission sans être mis aux voix. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission entend répondre à ce souhait.

*Le projet de résolution A/C.1/58/L.21, tel qu'oralement amendé, est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote sur les projets de résolution qui viennent d'être adoptés.

**M. McGinnis** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais expliquer notre vote sur le projet de résolution A/C.1/58/L.20, intitulé « Rapport de la Commission du désarmement ».

Les États-Unis sont attentifs à la contribution que peut apporter la Commission du désarmement à la paix et à la sécurité internationale. C'est pourquoi ils se sont associés au consensus sur le projet de résolution A/C.1/58/L.20. Cependant, notre délégation est déçue de ce que la Commission ne soit pas parvenue cette année, après sept ans de travaux, à émettre des conclusions sur l'un ou l'autre des deux sujets importants soumis à son examen.

Si la Commission du désarmement tient à se dégager de cette situation, nous pensons qu'elle doit commencer à examiner les questions liées aux préoccupations de sécurité actuelles et s'attacher à rassembler les délégations de façon constructive et coopérative. Notre délégation espère que la réunion d'organisation qui doit se tenir le mois prochain recensera les questions importantes et pertinentes pour que la Commission puisse les examiner durant son prochain cycle triennal.

**Mme Pollack** (Canada) (*parle en anglais*) : Le Canada a également demandé la parole pour expliquer son vote sur le projet de résolution A/C.1/58/L.20, « Rapport de la Commission du désarmement ».

Au long des sessions de la Première Commission, le Canada a constamment réaffirmé son espoir de voir les instruments internationaux dont nous disposons pour l'examen des questions de désarmement être

utilisés au mieux. À cet égard, d'autres délégations également – notamment celles du Mouvement des non-alignés – ont demandé la revitalisation de la Commission du désarmement. Lorsqu'elle est utilisée comme il se doit, la Commission a prouvé qu'elle pouvait faire une contribution substantielle et précieuse au débat sur le désarmement, notamment en ce qui concerne les 16 principes de vérification. Rien n'empêche réellement la Commission du désarmement de faire des contributions de ce genre à l'avenir.

Le Canada est profondément déçu – tout comme l'Union européenne et les États-Unis – de l'absence de résultat de la Commission durant les trois dernières années, notamment de son incapacité à se mettre d'accord sur un rapport de fond qui pouvait être approuvé par la Première Commission. Nous sommes également préoccupés du fait que notre Commission ait adopté un projet de résolution qui recommande l'examen par la Commission du désarmement de questions de fond relatives au désarmement alors qu'aucune question n'a été examinée ou incluse dans ce texte. Qui plus est, la Première Commission a adopté un projet de résolution qui demande à la Commission du désarmement de se réunir en 2004, entraînant des conséquences financières qui devront être assumées par les services des Nations Unies, alors même que nous ne savons pas si la Commission du désarmement sera ou non en mesure d'œuvrer à cette date.

Le Canada reste convaincu que l'on peut utiliser au mieux les possibilités offertes par la Commission du désarmement pour faire avancer le débat sur les questions essentielles de désarmement. Pour ce faire, nous devons d'abord définir ensemble les questions à étudier de façon constructive par cette instance durant sa prochaine session. Nous encourageons toutes les délégations à réfléchir dans les semaines à venir pour faire en sorte que la nouvelle session de la Commission du désarmement soit productive et les invitons à transmettre leurs idées à son Bureau.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous avons terminé l'examen du groupe 7, « Mécanismes de désarmement », prévu pour ce jour. Nous allons commencer à examiner les documents appartenant au groupe 8, « Autres mesures de désarmement ». Il s'agit des documents A/C.1/58/L.3, AC.1/58/L.24, A/C.1/58/L.29 – qui est un projet de décision – A/C.1/58/L.33 et A/C.1/58/L.35.

Nous allons maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/58/L.3.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission se prononcera sur le projet de résolution A/C.1/58/L.3, intitulé « Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale ». Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de la Fédération de Russie, à la 14<sup>e</sup> séance de la Commission, le 23 octobre 2003.

À cet égard, je souhaite, au nom du Secrétaire général, voir figurer dans le procès-verbal la déclaration suivante relative aux incidences financières.

Au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/C.1/58/L.3, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général

« d'examiner la question des risques qui se posent ou pourraient se poser dans le domaine de la sécurité de l'information ainsi que les mesures de coopération qui pourraient être prises pour y parer, de procéder à une étude sur les principes énoncés au paragraphe 2 de la présente résolution, avec l'assistance d'un groupe d'experts gouvernementaux qu'il constituera en 2004, les experts étant désignés sur la base d'une répartition géographique équitable et avec la coopération des États Membres à même de prêter leur concours, et de lui présenter à sa soixantième session un rapport sur le résultat de cette étude ».

Des dispositions ont été prises dans le budget-programme proposé pour l'exercice biennal de 2004-2005 ce qui permettrait au Département des affaires de désarmement de fournir les services appropriés aux trois sessions du groupe d'experts gouvernementaux qui doivent se tenir à New York. En conséquence, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/C.1/58/L.3, aucune ressource supplémentaire ne sera nécessaire au titre du budget-programme pour l'exercice biennal de 2004-2005.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait de voir ce texte adopté par la Commission sans être mis aux voix. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission entend répondre à ce souhait.

*Le projet de résolution A/C.1/58/L.3 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.24.

Un vote enregistré a été demandé.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission pour qu'il soit procédé aux opérations de vote.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission va se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.24, intitulé « Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix ». Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de la Malaisie au nom des pays des États Membres des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des non alignés, à la 14<sup>e</sup> séance de la Commission, le 23 octobre 2003. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/58/L.24 et A/C.1/58/INF/2.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri

Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*S'abstiennent :*

Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie.

*Par 110 voix contre 3, avec 42 abstentions, le projet de résolution A/C.1/58/L.24 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.29.

Un vote enregistré a été demandé.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission pour qu'il soit procédé aux opérations de vote.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission va se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.29, intitulé « Relation entre le désarmement et le développement ».

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Barheïn, Bengladesh, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie,

ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Lesotho, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie-et-Monténégro, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique.

*S'abstiennent :*

France, Israël.

*Par 157 voix contre une, avec 2 abstentions, le projet de résolution A/C.1/58/L.29 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.33.

Une vote enregistré a été demandé.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission pour qu'il soit procédé aux opérations de vote.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission va prendre une décision

sur le projet de résolution A/C.1/58/L.33, intitulé « Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement ». Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Inde à la 14<sup>e</sup> séance de la Commission, le 23 octobre 2003. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans les documents A/C.1/58/L.33 et A/C.1/58/INF/2. En outre, le Guyana et le Myanmar se sont portés coauteurs du projet de résolution.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Belize, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cote d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Votent contre :*

Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni

de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie.

*S'abstiennent :*

Afrique du Sud, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bénin, Brésil, Fédération de Russie, Îles Salomon, Japon, Kazakhstan, Paraguay, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Tonga, Tuvalu, Ukraine, Uruguay.

*Par 94 voix contre 47, avec 18 abstentions, le projet de résolution A/C.1/58/L.33 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.35.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission va se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.35, intitulé « Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquiescer des armes de destruction massive ». Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Inde à la 12<sup>e</sup> séance de la Commission, le 21 octobre 2003. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans les documents A/C.1/58/L.35, A/C.1/58/INF/2 et A/C.1/58/INF/2/Add.1. En outre, la France s'est également portée coauteur de ce projet de résolution.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait de voir ce texte adopté par la Commission sans être mis aux voix. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission entend répondre à ce souhait.

*Le projet de résolution A/C.1/58/L.35 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote ou leur position sur le projet de résolution qui vient d'être adopté.

**M. Durrani** (Pakistan) (*parle en anglais*) : J'ai demandé la parole pour expliquer la position du Pakistan sur le projet de résolution A/C.1/58/L.35.

Le Pakistan appuie les objectifs du projet de résolution car, étant donné la gravité et la complexité des menaces posées par le terrorisme, il est de la plus grande urgence d'empêcher que des armes de destruction massive ne tombent entre les mains de

terroristes car une telle éventualité pourrait avoir des conséquences catastrophiques. La nature et la complexité de cette menace requièrent une réponse multiforme. Selon ma délégation, le moyen le plus sûr de supprimer toute menace est l'élimination complète des armes de destruction massive, notamment des armes nucléaires.

Les États membres sont pleinement conscients du fait que les armes chimiques et biologiques constituent la menace la plus immédiate étant donné la facilité d'acquisition des matières et des technologies liées à la fabrication de ces armes et à leur transport. Ce fait a été reconnu par la communauté scientifique. Il est donc impérieux de s'attaquer d'urgence à ces questions en mettant pleinement en application et en renforçant la Convention interdisant la mise au point, la production, le stockage et l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction et de la Convention interdisant la mise au point, la production et le stockage des armes bactériologiques (biologiques) et à toxines et sur leur destruction ainsi que leurs régimes de vérification et d'inspection.

Nous sommes totalement d'accord avec les objectifs du projet de résolution, mais il est également nécessaire de traiter des causes sous-jacentes du terrorisme, à savoir la répression, l'injustice et la privation. La déclaration du treizième sommet du Mouvement des non-alignés, adoptée à Kuala Lumpur au début de cette année, invite explicitement la communauté internationale à se pencher sur cette question avec le plus grand sérieux. Nous espérons qu'à l'avenir, les auteurs du projet de résolution tiendront compte de tous ces aspects.

**M. McGinnis** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : J'ai demandé la parole pour deux explications de vote. La première a trait au projet de résolution A/C.1/58/L.29, intitulé « Relation entre le désarmement et le développement ». En ce qui concerne la décision d'inclure, l'année prochaine, la question « Relation entre le désarmement et le développement » à l'ordre du jour de la Commission, nous avons toujours pensé et continuons de penser que le désarmement et le développement sont deux questions distinctes qu'il est difficile de lier. C'est pour cette raison qu'en 1987 nous n'avons pas participé à la Conférence sur cette question. En conséquence, les États-Unis ne sont pas et ne se considéreront pas liés par la déclaration figurant dans le Document final de cette conférence.

Deuxièmement, les États-Unis se sont joints bien volontiers au consensus sur l'adoption du projet de résolution A/C.1/58/L.35, « Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive ». Cet important projet de résolution reconnaît la grave menace à la paix et à la sécurité internationales posée par le fait que des armes de destruction pourraient tomber aux mains de terroristes, individus les plus dangereux au monde.

En 2002, la résolution 57/83 – alors que, pour la première fois, l'attention de la Première Commission était attirée sur les liens entre le terrorisme et les armes de destruction massive – demandait au Secrétaire général, entre autres, de solliciter les vues des États Membres sur

« les mesures à prendre pour faire face à la menace que les terroristes feraient peser sur le monde en acquérant des armes de destruction massive » (*Résolution 57/85, par. 4*)

et pour les rassembler dans un rapport présenté à l'Assemblée générale à la présente session. Les États-Unis ont été satisfaits des réponses transmises par les États Membres à l'invitation du Secrétaire général de lui communiquer leurs vues sur le plan national, telles que contenues dans le document A/58/208 et ses additifs.

Le projet de résolution A/C.1/58/L.35 présenté cette année demande de nouveau au Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur les mesures supplémentaires à prendre pour faire face à la menace que les terroristes feraient peser sur le monde en acquérant des armes de destruction massive et nous encourageons toutes les délégations à faire part de leurs idées et des mesures qu'ils ont prises dans ce domaine.

Le projet de résolution A/C.1/58/L.35 reconnaît à juste titre la nécessité d'appuyer les efforts nationaux, régionaux et internationaux visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive. Comme le Secrétaire assistant Rademaker l'a dit devant la Commission le 7 octobre,

« Malheureusement, comme nous avons tous été amenés à l'apprendre, aucune nation civilisée n'est immunisée contre la barbarie du terrorisme ». (*A/C.1/58/PV.3, p. 25*)

À notre avis, le projet de résolution A/C.1/58/L.35 et le projet de résolution de l'année dernière envoient un

signal positif indiquant que la Première Commission est prête à faire face résolument à cette menace et sur une base de consensus.

**M. Bar** (Israël) (*parle en anglais*) : J'ai demandé la parole pour expliquer notre vote sur le projet de résolution A/C.1/58/L.35, intitulé « Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive ».

Je voudrais féliciter l'Inde pour son initiative de présenter un projet de résolution sur les mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive.

Au cours de ces dernières années, le terrorisme a causé la mort de milliers d'innocentes victimes. Parmi toutes les formes de terrorisme, le terrorisme suicidaire s'est révélé être un instrument stratégique aux mains de ceux dont l'objectif est d'empêcher la coexistence, la réconciliation et la paix.

Le danger que représente le terrorisme est accentué du fait des activités de prolifération des États qui soutiennent le terrorisme. Lorsque ces États continuent de s'efforcer d'acquérir des armes de destruction massive et de les faire proliférer, le risque posé à la stabilité mondiale et régionale est inacceptable et nécessite une réaction immédiate. Dans ce contexte, nous sommes encouragés par la prise de conscience croissante de ce problème alarmant, comme il ressort de plusieurs initiatives concrètes. À cet égard, nous nous félicitons de la récente initiative prise par certaines membres de la Conférence du désarmement et par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le désarmement de tenir un séminaire à Genève sur les armes de destruction massive utilisées par le terrorisme.

La lutte contre le terrorisme et contre ses partisans exige des efforts sur le plan international pour qu'il soit mis fin au commerce illicite des armes et des explosifs. Il est également important de tout mettre en œuvre pour maîtriser la prolifération des technologies et des engins à double usage liés aux armes de destruction massive et aux missiles balistiques. On ne saurait accepter la prolifération de ces engins ni la traiter à la légère, notamment lorsqu'elle implique des États ou des acteurs non étatiques qui aident et soutiennent le terrorisme.

Il est très dangereux d'établir un lien entre le terrorisme et la prolifération. Nous demandons à tous



les États de s'abstenir de tout transfert d'armes nucléaires, radiologiques, chimiques et biologiques ou d'engins connexes à des groupes terroristes et de faire en sorte que leur territoire ne soit pas utilisé comme plate-forme pour le transfert d'engins et de technologies liés aux armes de destruction massive aux terroristes ou à ceux qui pourraient les transférer à leur tour aux terroristes.

**M. Vasiliev** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : J'ai demandé la parole pour expliquer la position de la Russie sur le projet de résolution A/C.1/58/L.35.

La Russie estime qu'il est urgent et important d'empêcher la prolifération d'armes de destruction massive. Dans sa déclaration devant l'Assemblée générale, à la présente session, le Président Poutine a souligné que

« la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs reste toujours un grand défi à l'époque actuelle. Le plus grand danger est la possibilité qu'ils tombent au mains de terroristes. » (A/58/PV.11, p. 6)

Nous pensons que l'élimination de ces menaces passe par une actualisation de l'universalisation des régimes de non-prolifération existants, le renforcement des instruments internationaux de vérification, l'introduction de technologies sûres dans la production nucléaire et dans l'industrie utilisant l'énergie nucléaire, l'abandon par les États d'arsenaux superflus et de programmes militaires susceptibles de briser l'équilibre politico-militaire et de provoquer une course aux armements. C'est pourquoi nous nous sommes joints au consensus sur le projet de résolution A/C.1/58/L.35, intitulé « Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive ».

Nous sommes également convaincus que le problème de la prolifération des armes de destruction massive, notamment la prévention du danger de voir ces armes tomber au mains de terroristes, doit être résolu non pas seulement à l'Assemblée générale mais également au sein du Conseil de sécurité par l'élaboration de résolutions pertinentes.

**M. Duarte** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je souhaite faire une brève intervention pour expliquer la position du Brésil. À notre avis, l'adoption par consensus du projet de résolution A/C.1/58/L.35

montre l'importance que la communauté internationale tout entière attache à la prise de mesures dans plusieurs domaines afin d'empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive. Nous pensons, comme toutes les nations – et cela a été affirmé – qu'il s'agit là d'un problème important et pressant.

Nous voudrions simplement déclarer que, selon le Brésil, le meilleur moyen d'empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massives est d'éliminer complètement ces armes, notamment les armes nucléaires. C'est pourquoi nous accordons une telle importance à l'accélération du processus de désarmement dans tous les domaines, entre autres dans celui des armes de destruction massive.

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant prendre une décision sur le projet de décision appartenant au groupe 8, « Questions relatives au désarmement et à la sécurité internationale ». Le projet de décision fait l'objet du document A/C.1/58/L.17.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission va se prononcer sur le projet de décision A/C.1/58/L.17, « Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement ». Le projet de décision a été présenté par le représentant de l'Allemagne à la 14<sup>e</sup> séance de la Commission, le 23 octobre 2003. La liste des auteurs du projet de décision figure dans le document A/C.1/58/INF/2.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de décision ont exprimé le souhait de voir ce texte adopté par la Commission sans être mis aux voix. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission entend répondre à ce souhait.

*Le projet de décision A/C.1/58/L.17 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant passer au projet de décision et au projet de résolution appartenant au groupe 10, « Sécurité internationale ».

La Commission va d'abord se prononcer sur le projet de décision A/C.1/58/L.30.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission va se prononcer sur le projet de décision A/C.1/58/L.30, intitulé « Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale ». Ce projet de décision a été présenté par le représentant de la Malaisie, au nom des États Membres des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des non-alignés, à la 14<sup>e</sup> séance de la Commission, le 23 octobre.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de décision ont exprimé le souhait de voir ce texte adopté par la Commission sans être mis aux voix. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la commission entend répondre à ce souhait.

*Le projet de décision A/C.1/58/L.30 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.42.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/58/L.42, intitulé « Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée ». Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Algérie à la 15<sup>e</sup> séance de la Commission, le 24 octobre 2003. La liste des auteurs du projet de

résolution figure dans les documents A/C.1/58/L.42 et A/C.1/58/INF/2. En outre, les pays suivants: Estonie, France, Hongrie, Lettonie, Lituanie et Slovaquie se sont portés coauteurs de ce texte.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait de voir ce texte adopté par la Commission sans être mis au voix. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission entend répondre à ce souhait.

*Le projet de résolution A/C.1/58/L.42 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : J'informe les représentants qu'à sa prochaine séance la Commission continuera de prendre des décisions sur les projets de résolution figurant dans le document de travail n°4 qui a été distribué à toutes les délégations. Les projets de résolution sur lesquels la Commission se prononcera sont les suivants: A/C.1/58/L.53, A/C.1/58/L.43, A/C.1/58/L.28 et A/C.1/58/L.16/Rev.1.

Je voudrais attirer l'attention des délégations sur le fait que, dans le document A/C.1/58/L.59 qui a été publié aujourd'hui, et conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté un état relatif aux incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.1/58/L.28, intitulé « Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement. ».

*La séance est levée à 11 h 20.*